

il y a plus de correspondants canadiens à l'étranger que jamais au cours des dernières années.

À l'heure actuelle, le *Globe and Mail* a huit correspondants en poste permanent à l'étranger, *Southam News*, neuf, le *Toronto Star* et l'agence *Canadian Press*, cinq chacun, les réseaux Radio-Canada et CTV, respectivement neuf et trois. Le *Globe*, le *Star*, *Southam* et la *Canadian Press* ont des reporters ou des chroniqueurs au Canada qui se spécialisent dans les affaires concernant la paix et la sécurité, tandis que les *Thompson Newspapers* ont un chroniqueur traitant des affaires étrangères et des questions de défense.

Le rapport Caplan-Sauvageau (1986) sur les communications³ s'est inspiré d'une étude spéciale sur les reportages télévisés et radiodiffusés qu'avait menée Peter Desbarats, ancien journaliste du réseau CBC et maintenant chef du programme de journalisme à la *University of Western Ontario*. L'étude a montré que, les émissions sportives mises à part, la grande majorité des Canadiens préfèrent constamment les nouvelles télévisées par les réseaux nationaux à celles provenant des États-Unis. M. Desbarats s'empresse cependant d'ajouter qu'une bonne partie des reportages sur l'actualité internationale présentés aux téléspectateurs canadiens, notamment à l'antenne des stations privées, est empruntée aux réseaux américains. Même Radio-Canada, qui dispose du plus vaste réseau de correspondants, puise à des sources américaines pour beaucoup de ses reportages sur l'étranger. On pourrait aussi souligner que les réalisateurs des émissions *The Journal* et *As It Happens*, diffusées respectivement par la télévision et la radio du réseau CBC, font énormément appel à des experts américains et britanniques dans leurs entrevues sur la limitation des armements et le désarmement.

La presse présente-t-elle *suffisamment* le point de vue canadien sur les questions de paix et de sécurité? La qualité des reportages s'améliore-t-elle? Pour répondre à ces questions, nous avons mené une enquête — peu scientifique, il est vrai — en dépouillant les imposants dossiers de coupures de presse de vingt-six journaux canadiens et en consultant les plus récents microfilms de la bibliothèque du Parlement.

Selon les rapports des trois commissions susmentionnées, la plupart des Canadiens se tiennent au courant de l'actualité en écoutant la radio ou la télévision et disent de ces dernières qu'elles sont les sources les plus crédibles. Pourtant, les radiodiffuseurs s'inspirent en général des reportages paraissant dans les journaux ou transmis par les agences de presse. Par exemple, l'agence *Canadian Press*, qui obtient 85 p. 100 de ses reportages étrangers auprès de l'*Associated Press* aux États-Unis, sert environ 110 journaux canadiens. Elle remâche les communiqués avant de les retransmettre à son agence affiliée, la *Broadcast News*, qui alimente 383 stations de radio et 66 postes de télévision au Canada. Mais le journalisme écrit fournit

en général des reportages plus détaillés, plus complets et plus informatifs sur les affaires étrangères, notamment dans le domaine de la paix et de la sécurité, que les médias électroniques. On pourrait aussi soutenir que les décideurs canadiens se fient sur la presse écrite pour obtenir des reportages sérieux (quoique, dans le monde électronique d'aujourd'hui, les hommes politiques soient sans doute plus enclins à se servir des "bulletins" plus immédiats de la télévision).

Le grand thème "paix et sécurité" est trop vaste pour que nous puissions l'étudier en entier ici; en effet, il englobe des domaines aussi variés que les négociations sur la limitation des armements et le désarmement, la défense, l'OTAN et le NORAD, les relations Est-Ouest et les conflits régionaux comme ceux sévissant en Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afghanistan et entre l'Iran et l'Irak. Nous nous en tiendrons donc ici à ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement.

L'INTÉRÊT DU PUBLIC

L'élection du président Ronald Reagan en 1980 a fait plus pour stimuler l'intérêt à l'égard des questions concernant la limitation des armements et le désarmement et pour favoriser leur analyse dans les médias que n'importe quoi d'autre au cours des années antérieures. La rhétorique et les actions de son administration ont redonné vie à des préoccupations que l'on taisait depuis quelque temps déjà.

Le public semble s'inquiéter de façon cyclique au sujet des armes nucléaires et de leur limitation ou de leur élimination, et les médias lui emboîtent le pas à cet égard. Dans les quelques années qui ont suivi l'holocauste d'Hiroshima, cette question a inspiré de nombreux reportages et une vive angoisse chez le public; puis il y a eu le plan Baruch proposé dans l'enceinte des Nations-Unies et destiné à éliminer l'arme atomique. De la fin des années quarante jusqu'à 1955 environ, l'intérêt a fléchi. Au début des années soixante, les médias se sont de nouveau intéressés à la question parce que le public s'est senti menacé par les retombées que les essais nucléaires risquaient de provoquer et parce que l'Union soviétique et l'Occident ont alors présenté des plans susceptibles d'aboutir à un désarmement complet. Au début des années soixante-dix, les médias se sont encore une fois penchés sur ce dossier, mais avec moins d'empressement, quand les traités SALT I et ABM ont été signés.

À ces divers moments de l'histoire, les médias canadiens réagissaient simplement à l'enchaînement des actions gouvernementales et aux fluctuations de l'intérêt public. Ce phénomène a été particulièrement évident dans les années soixante-dix, époque où les dirigeants canadiens ont été plus préoccupés par la conjoncture nationale qu'au temps de Lester Pearson et de Louis Saint-Laurent. Le public se souciait alors